



Association des Petites Villes de France

Questions aux maires des petites villes

Mars-Avril 2011

révision générale des
politiques publiques



Révision Générale des Politiques Publiques : Les maires dressent un bilan sévère

Qui sommes nous ?

L'Association des petites villes de France fédère depuis 1990 les petites villes de 2.500 à 20.000 habitants, pour promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire. Association pluraliste présidée par Martin Malvy, Ancien ministre, Président du Conseil régional Midi-Pyrénées, elle compte aujourd'hui plus de 1100 adhérents, présents dans tous les départements de France métropolitaine et d'outre-mer.

Qu'est ce que la RGPP ?

La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), programme de modernisation de l'action de l'Etat touchant l'ensemble des politiques publiques et l'ensemble des ministères, a été lancée en juin 2007. Pour les territoires, elle s'est traduite principalement par une réorganisation des services publics, conduisant le plus souvent à des fermetures. Trois ans après, en juin 2010, le mouvement se poursuit avec l'adoption de près de 150 nouvelles mesures pour les années 2011-2013.

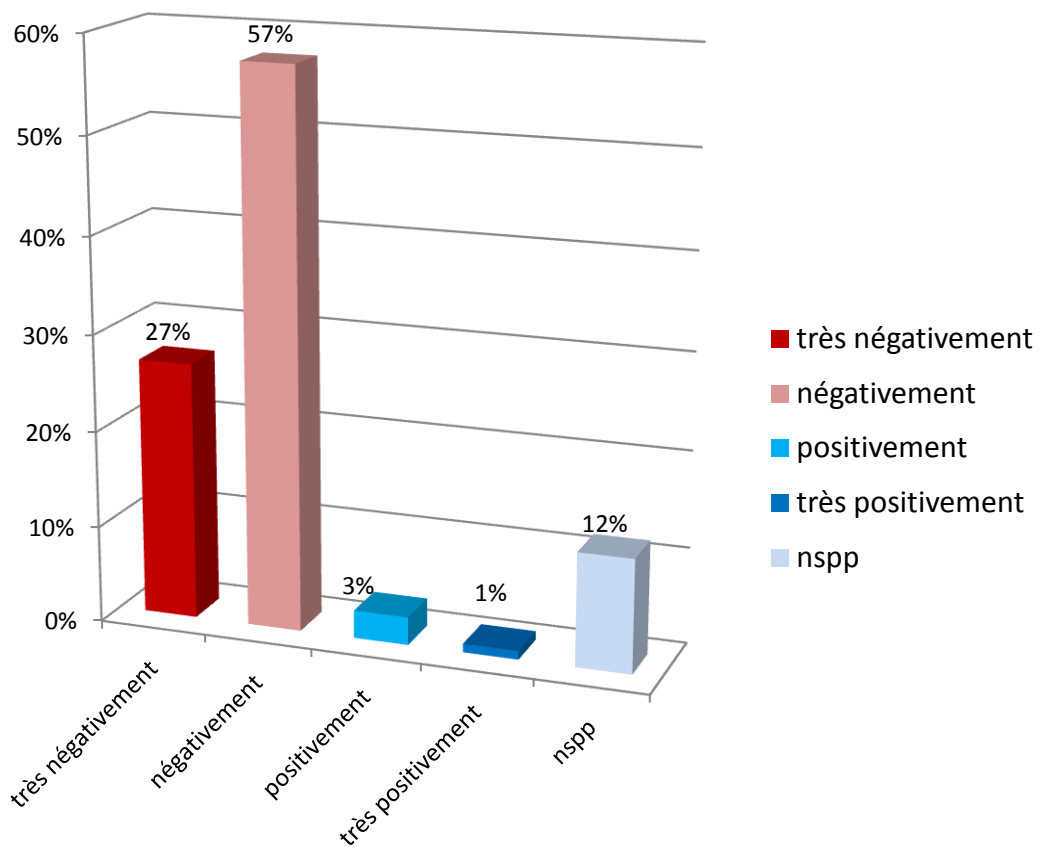
Pourquoi cette étude ?

Suite à l'audition de l'Association des Petites Villes de France par la Mission commune sénatoriale d'information sur les conséquences de la Révision Générale des Politiques Publiques pour les collectivités territoriales et les services publics locaux, et suite au compte rendu de la RGPP fait par le ministre François BAROIN, l'APVF a décidé de lancer une enquête approfondie auprès des petites villes pour compléter son analyse.

Méthodologie

- Echantillon : Étude réalisée auprès d'un échantillon de 180 élus, représentatif des communes françaises de 2.500 à 20.000 habitants.
- Mode d'interrogation : questionnaire électronique envoyé par mail.
- Dates de terrain : les questionnaires ont été recueillis du 16 mars au 22 avril 2011.

1. Comment évaluez-vous l'impact de la RGPP sur vos services publics locaux ?

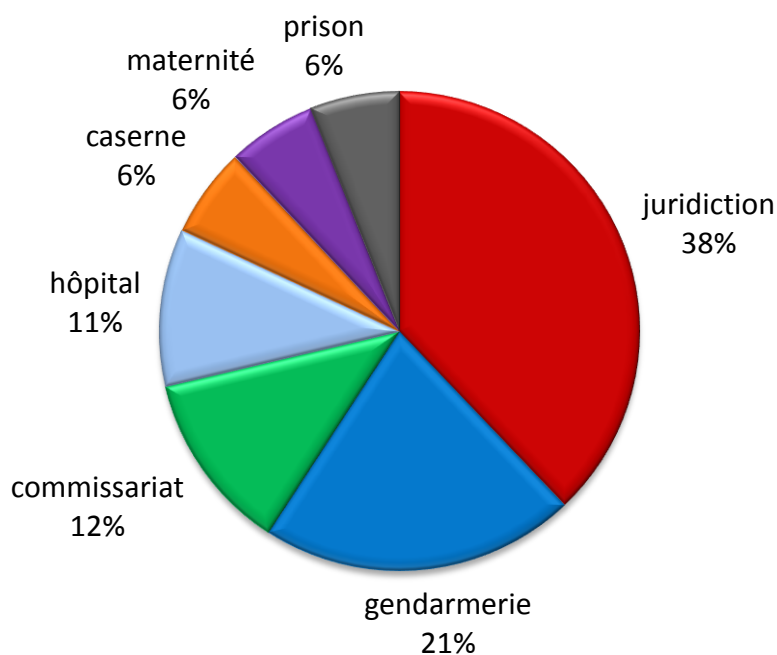


84% des maires considèrent que la RGPP a impacté négativement (voire très négativement pour 27% d'entre eux) le fonctionnement des services publics de leurs collectivités.

Seuls 4% évaluent la RGPP comme ayant eu un impact positif.

Le constat dressé par les maires des petites villes est sévère à l'égard de la RGPP.

2. Quels sont les services publics touchés par la RGPP depuis 2007?



La réforme de la carte judiciaire dans le cadre de la RGPP a été la plus lourde de conséquences pour les petites villes en conduisant à la fermeture de nombreuses juridictions. Ainsi, **sur les 317 tribunaux supprimés par la réforme, 239 avaient leur siège dans une petite ville.**

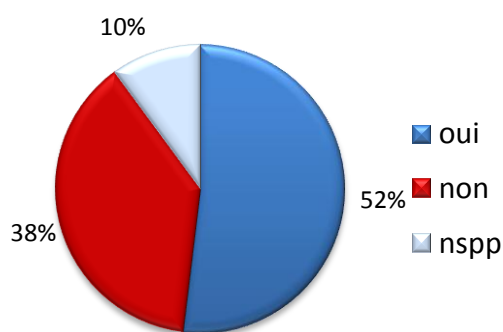
C'est également par les fermetures de nombreux commissariats et de gendarmeries, que la RGPP impacte les petites villes. Ces fermetures sont d'autant plus dommageables que l'Etat a choisi à l'heure actuelle de mettre l'accent sur les questions de sécurité.

Autre conséquence préoccupante: les fermetures des petits hôpitaux, qui découlent de l'application de la RGPP, mettent en danger le système de soins dans nos territoires et l'égalité de l'accès aux soins.

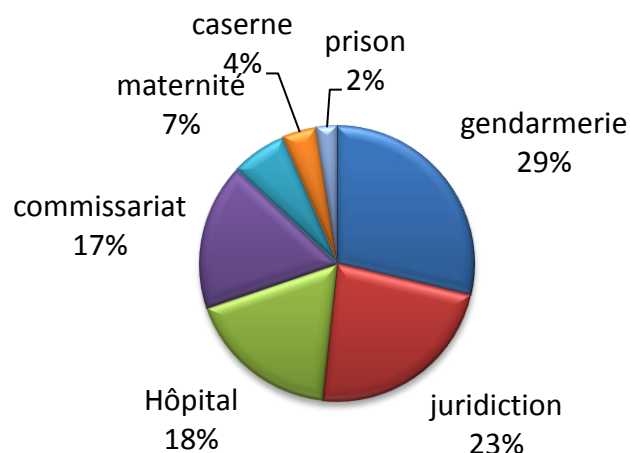
La RGPP a eu principalement pour conséquence une accélération et une accumulation des fermetures de services publics dans leur globalité. Cela a créé le plus souvent un effet domino : déplacement de familles, fermetures de groupes scolaires en raison du départ des enfants (écoles, collèges, lycées), déclin économique, hausse du chômage, effondrement du marché de l'immobilier dans le cas de grands départs (casernes).

La RGPP engendre un réel cercle vicieux.

3. Avez-vous connu une baisse d'effectifs dans les services publics maintenus suite à l'application de la RGPP ?



4. Si oui, où ont-elles eu lieu ?

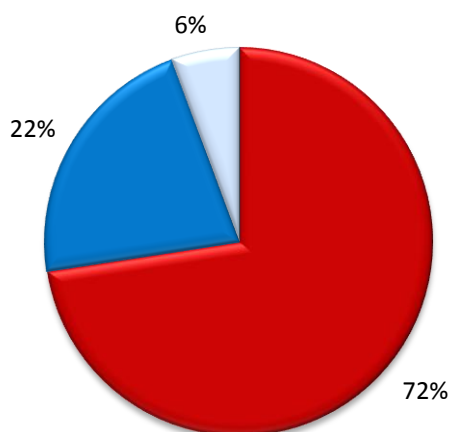


Les baisses d'effectifs dans les services publiques se sont concentrées sur quatre pôles :

- La sécurité, avec une baisse importante des effectifs dans les commissariats et gendarmeries impliquant une augmentation des effectifs de polices municipales,
- la justice, avec la suppression de nombreux postes dans les juridictions subsistantes,
- La santé avec la disparition de nombreux services ou la fermeture de blocs chirurgicaux, de maternités,
- l'armée avec le le redéploiement de nombreuses garnisons.

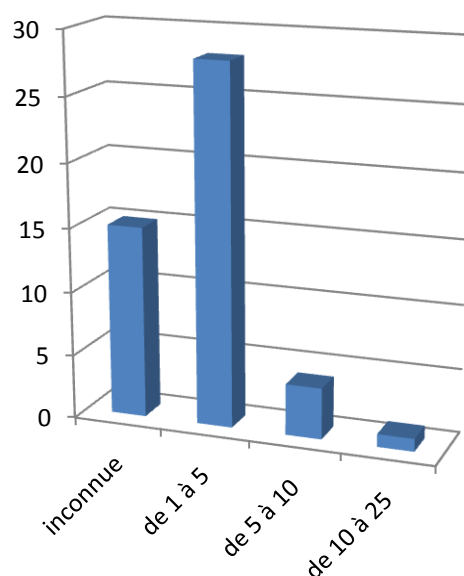
Certaines communes cumulent par ailleurs les fermetures et les restructurations de services publics, les condamnant à une asphyxie (Marmande, Joigny, Guéret, Lure...). Les réformes successives des services de l'Etat ont sinistré des territoires entiers.

5. Avez-vous dû compenser des fermetures ou des baisses d'effectifs par des emplois directs par votre commune?



■ non ■ oui ■ nspp

6. Si oui, à combien estimez-vous ces embauches ?



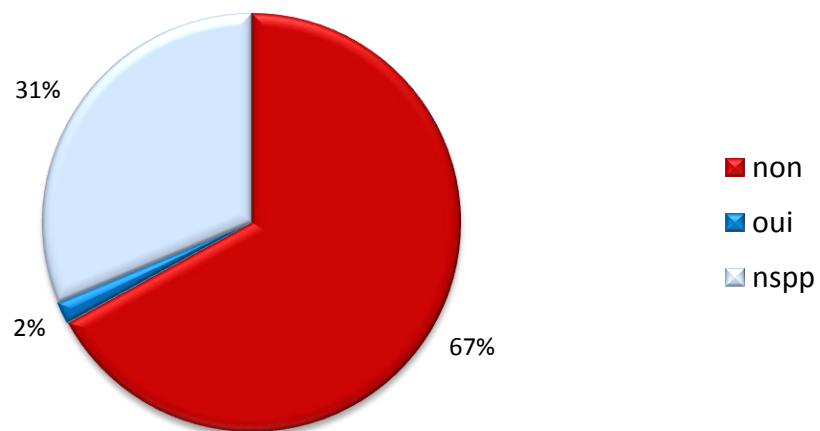
■ nombre de communes ayant dû effectuer X embauches

22% des communes ont dû embaucher pour pallier la fermeture et les baisses d'effectifs dans les services publics. La situation délicate des finances locales restreint la marge de manœuvre en matière d'embauche pour les petites villes, ne permettant de pallier poste pour poste au départ des services de l'Etat pouvant être compensés (service technique, sécurité).

Ces embauches sont clairement un transfert de charge insidieux de l'Etat vers les communes. L'Etat ne joue plus son rôle qui, au delà du rôle abandonné de protection contre les inégalités territoriales, devrait consister à apporter une impulsion pour l'avenir des territoires visant à dépasser les inégalités.

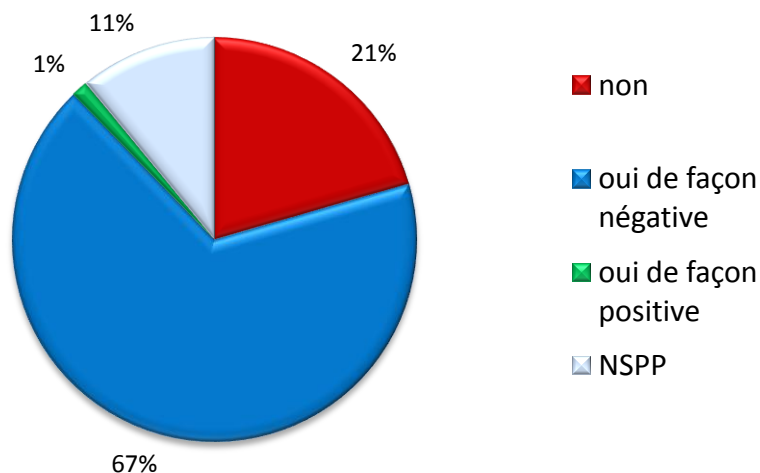
Les collectivités ont dû, souvent seules, faire preuve de créativité pour mettre en place de nouveaux services (embauche de policiers municipaux, d'agents d'urbanisme, création de centres de santé pour attirer du personnel soignant, systèmes de télé-relais) pour pallier à la disparition ou à l'éloignement de services publics. **Or ces initiatives ont des coûts, lourds à supporter pour les petites villes** (hausse d'impôts résultant d'une augmentation des charges pour la commune).

7. L'Etat vous a-t-il accompagné afin de diminuer l'impact de ces fermetures ?



Le constat de l'accompagnement des communes est assez significatif : **67% des maires interrogés considèrent qu'aucun accompagnement n'a été fait par l'Etat pour diminuer l'impact de ces fermetures.** Elles se sont donc retrouvées seules.

8. Avez-vous ressenti un changement en matière de réactivité de l'État en matière de conseils (juridiques, techniques ou autres...) suite à l'application de la RGPP dans services déconcentrés?



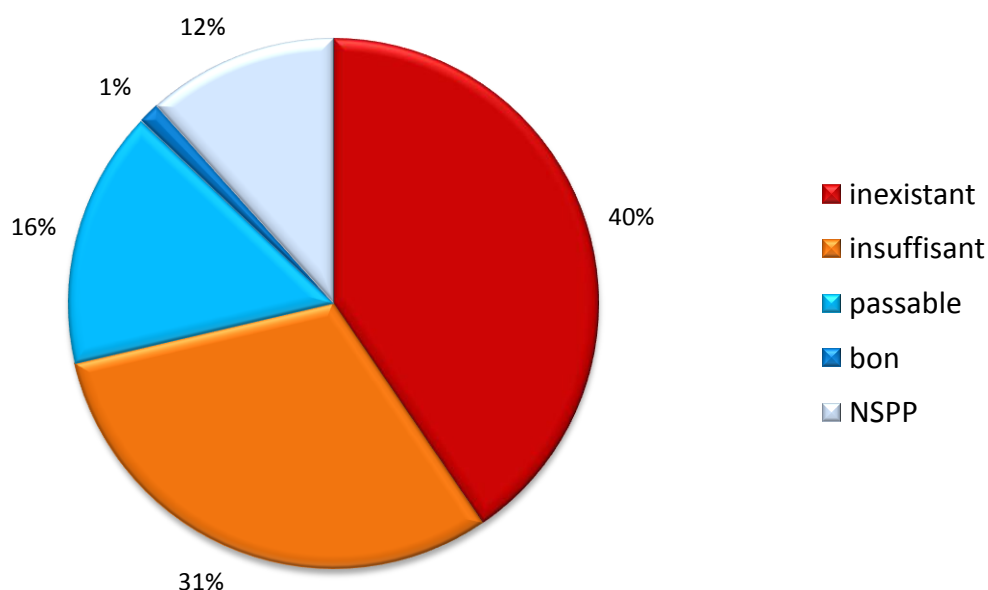
Les conséquences de la suppression des 2107 postes dans les préfectures et sous préfectures en 3 ans sont hélas multiples: dégradation des délais de délivrance des documents (titres divers, immatriculation...).

Les petites communes voient se dégrader petit à petit le partenariat avec l'Etat qui leur offrait un appui juridique et technique de proximité gratuit.

Ainsi, 67% des maires considèrent que la RGPP a eu effet négatif sur l'efficacité des services déconcentrés de l'Etat.

L'APVF s'inquiète tout particulièrement de l'éloignement des capacités d'expertise et d'ingénierie de l'Etat (DDE, DDAF, DREAC) que le développement de l'intercommunalité et la mutualisation des services communaux ne permet pas toujours de compenser. En tout état de cause, l'Etat se doit de continuer d'assurer le maintien et l'efficacité des services publics dont il a la charge pour l'ensemble des territoires.

9. Comment estimez-vous le degré de concertation globale qui a accompagné la mise en place de la RGPP dans votre commune ?

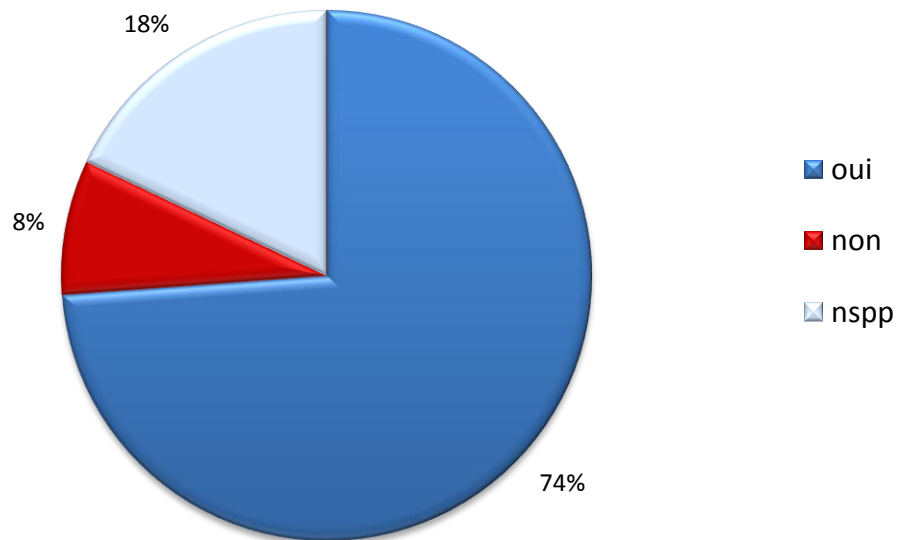


Le chantier de modernisation des politiques publiques n'a donné lieu à aucun processus de concertation entre l'Etat et les communes. Ainsi, près de 81% des maires ayant répondu à l'étude considère que le degré de concertation a été insuffisant voir inexistant. Seul 1% le considère comme bon.

Cette méthode est pleinement assumée par les « pilotes » de la réforme. Ainsi, Claude Guéant justifie l'absence de concertation par la nécessité d'avancer rapidement sur ce dossier :

« Si nous avons adopté des méthodes classiques de préparation de la décision avec ce que cela implique de concertation, d'interministériel, nous en serions à 5 % du chemin parcouru. Cette méthode a été choisie parce que l'interministériel ne marche pas, fabrique du compromis et souvent des demi-décisions. Nous assumons pleinement la méthode : les mesures ont été prises dans un cercle assez restreint, mais le Président et le gouvernement ont la double légitimité du suffrage universel. »

10. Alors qu'une deuxième phase de la RGPP se prépare, une pause dans sa mise en œuvre globale est-elle nécessaire ?



74% des élus ayant répondu à l'Etude souhaite une pause avant la 2eme phase annoncée de la RGPP.

De nouvelles baisses d'effectifs ou des fermetures de services dans les préfectures, sous-préfectures et au sein des services publics encore présents seraient pour les maires interrogés extrêmement dommageable.

Bilan de l'étude :

L'Association des Petites Villes de France, pleinement consciente de la situation inquiétante des finances publiques, s'est toujours déclarée favorable à la modernisation du service public. Cependant, elle désapprouve la forme prise la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP).

L'APVF déplore le caractère unilatéral et l'absence totale de concertation qui ont présidé à la mise en place de la RGPP dans les territoires, ainsi que le caractère mécanique de la mise en œuvre des restructurations qui n'a pas permis une prise en compte des spécificités territoriales et géographiques.

L'APVF a constamment montré son souci de modernisation des services publics et l'impératif d'une réforme de l'Etat rendue encore plus nécessaire avec la situation alarmante des finances publiques. Mais celle-ci ne peut se faire systématiquement au détriment des petites villes, de leur territoire et de la qualité du service rendu.

Il est urgent aujourd'hui de redonner une réalité concrète au principe d'égal accès au service public en posant clairement les conditions de l'accessibilité, avec des durées maximales d'accès. Un bouclier de services publics pourrait être utilement mis en œuvre pour traduire cette nouvelle règle.

L'APVF réaffirme donc la nécessité impérieuse d'un vrai dialogue et d'une concertation véritable entre l'Etat et les élus locaux pour aborder ces questions.